

## PAS DE COMMENTAIRE

Chronique François Brabant

## Paroles d'Évangile

**R**ien ne se passe comme prévu. Depuis l'installation du gouvernement Michel en 2014, le cours de la vie politique a par deux fois contredit le bataillon des pronostiqueurs professionnels. Ces derniers annonçaient une N-VA imprégnée de son utopie fondatrice – l'indépendance de la Flandre. Bart De Wever allait faire joujou pendant cinq ans avec Charles Michel, puis le lion des Flandres ressortirait ses griffes et lancerait l'assaut final. L'histoire semblait déjà écrite. C'était compter sans le virage inattendu de Bart De Wever. Cet automne, le président de la N-VA a repris à son compte la formule du libéral francophone Didier Reynders: un gouvernement sans le PS, c'est une réforme de l'Etat en soi. Plutôt qu'un approfondissement de l'autonomie flamande, l'Anversois prône désormais la reconduction d'une alliance "suédoise" au fédéral, quitte à fâcher les nationalistes les plus intransigeants.

L'autre prophétie déjouée concerne la cohésion du gouvernement fédéral. On imaginait le MR, seule formation francophone à bord, en perpétuelle voie de noyade. Dans les faits, le parti le plus isolé de la coalition n'est pas celui de Charles Michel, mais bien le CD&V de Kris Peeters, unique représentant du centre face à trois blocs de droite.

**Un doute existentiel**

Cette tension s'est manifestée tout au long de la semaine écoulée, alors que le gouvernement peinait à boucler le budget 2017. La volonté du CD&V d'instaurer une taxation des plus-values boursières (afin de financer une baisse de l'impôt sur les sociétés, rappelons-le) a été présentée par ses détracteurs comme un quasi-sabotage de l'économie belge. Procès ridicule, peut-être, mais qui en dit long sur la position inconfortable des démocrates-chrétiens néerlandophones. Au-delà du débat budgétaire, un constat s'impose. Si le CD&V s'est globalement droitisé depuis quinze

ans, son message a subi une légère inflexion à gauche ces deux dernières années. Cela s'explique. Quand le CD&V gouvernait avec les socialistes, il pouvait tout à la fois tenir des discours "pro-business", pour séduire le monde entrepreneurial flamand, et engranger des accords aux accents sociaux marqués, de façon à satisfaire sa base composée largement d'ouvriers et d'employés. La prouesse n'est plus possible dans une coalition où trois partis sur quatre penchent à droite.

Pour ramener la balle au centre, le CD&V doit en permanence tirer à gauche. Ce qui l'expose à une critique facile – sa présence au gouvernement constituerait le principal frein à la croissance et au dynamisme économique.

**Le credo ne fait pas un programme**

Ce ne serait là qu'un classique jeu de poids et de contrepoids si le CD&V n'était en outre travaillé par un doute existentiel. A la différence du CDH francophone, les centristes flamands ont maintenu la référence chrétienne au cœur de leur projet. Kris Peeters lui-même cite les valeurs des Évangiles comme une source d'inspiration. Dans la bouche d'un vice-Premier ministre, de façon consciente ou non, cela revient à justifier au nom d'une transcendance une ligne qui dérive, peut-être pas vers la gauche, mais vers le centre. Cela équivaut en tout cas à se démarquer de la rationalité de l'"homo economicus". Non, suggère Kris Peeters, tout ce qui est bon pour les affaires n'est pas bon pour la société. La bonne santé des entreprises n'entraîne pas automatiquement celle des citoyens.

Sur le plan philosophique, le credo comporte sans conteste sa force d'attraction. Mais il ne fait pas encore un programme électoral. Autour de quels objectifs concrets articuler celui-ci? C'est la question que le CD&V, dépouillé de son ancien statut de parti-Etat, se pose de façon lancinante. Et c'est l'absence de réponse qui le rend si nerveux.

**Cela équivaut à se démarquer de la rationalité de l'"homo economicus".**